

## 3. Dossier

# Nouvelles Perspectives Régionales 2009-2015

### 3.1. Introduction

En collaboration avec le Bureau Fédéral du Plan et les deux autres organismes d'études régionaux (l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique - IWEPS et le Studiedienst van de Vlaamse Regering - SVR), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) œuvre depuis cinq ans à la mise en place du modèle de projection macroéconomique régional nommé HERMREG. Le présent dossier propose un résumé des résultats obtenus lors de la nouvelle projection effectuée en 2010. Le modèle a bénéficié d'améliorations et d'apports notables pour cette projection. En particulier ont été incluses pour la première fois lors de cet exercice des projections détaillées des comptes de revenu des ménages. Le lecteur intéressé trouvera l'ensemble de l'analyse ainsi que les résultats détaillés sur le site de l'IBSA ([www.statbru.irisnet.be](http://www.statbru.irisnet.be) suivre Publications / Dossiers d'analyse).

Le modèle HERMREG est un modèle macroéconométrique de type «top down» : il s'appuie sur le modèle de projection macroéconomique national HERMES développé par le Bureau Fédéral du Plan. HERMREG répartit les résultats nationaux entre les trois régions belges sur la base d'une modélisation des dynamiques interrégionales observées dans le passé. Le modèle est aligné sur la comptabilité régionale publiée par la Banque Nationale de Belgique. Les dernières données disponibles pour les comptes régionaux couvrent l'année 2008. Aussi, le modèle HERMREG produit actuellement une estimation des comptes pour l'année 2009 ainsi qu'une projection pour les années 2010 à 2015<sup>5</sup>.

Ces projections se basent sur la projection nationale de mai 2010<sup>6</sup>. Sont prises en compte les conditions économiques, les perspectives internationales et l'ensemble des actions politiques fédérales et régionales connues à cette date.

### 3.2. Évolutions macroéconomiques et sectorielles

Après avoir situé le contexte posé par la projection nationale, les principaux résultats pour la Région de Bruxelles-Capitale sont exposés ci-dessous en

distinguant les projections relatives à la crise actuelle (2009-2011) des projections à moyen terme (2012-2015)<sup>7</sup>.

#### • Contexte national

La projection nationale se base sur un scénario de sortie de crise graduel, sans effet de rattrapage sur l'activité. L'économie belge enregistrerait ainsi une croissance modeste du PIB en 2010 (1,4 %) et 2011

(1,7 %) (tableau 4). À moyen terme, la croissance économique serait proche de la tendance historique (2,3 % par an en moyenne au cours de la période 2012-2015).

<sup>5</sup> Pour la partie «Compte de Revenu des Ménages», les données régionales de l'ICN publiées par la BNB couvrent la période 1995-2007. La première année de projection pour ce module est donc 2008.

<sup>6</sup> «Perspectives Économiques 2010-2015», Collectif, Bureau Fédéral du Plan, 2010.

<sup>7</sup> Certains commentaires émanent de l'IBSA et n'engagent d'aucune façon les autres partenaires du projet (BFP, IWEPS et SVR). Le texte complet du rapport commun est disponible sur le site de l'IBSA : [www.statbru.irisnet.be](http://www.statbru.irisnet.be).

TABLEAU 4 : Principaux résultats de la projection nationale

	2008	moyennes	
		2009-2011	2012-2015
Croissance du PIB en volume	1,0 %	0,0 %	2,3 %
Indice des prix à la consommation	4,5 %	1,1 %	1,7 %
Variation de l'emploi total	1,9 %	-0,3 %	1,1 %
Taux de chômage définition BFP <sup>(1)</sup>	11,7 %	13,9 %	13,0 %
Productivité par tête, variation	-0,4 %	0,5 %	1,4 %
Coût salarial réel par tête, variation <sup>(2)</sup>	-1,2 %	0,5 %	1,1 %
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations, en % du PIB <sup>(1)</sup>	-1,2 %	-5,1 %	-5,3 %
Capacité ou besoin de financement des Communautés et Régions, en % du PIB <sup>(1)</sup>	-0,1 %	-0,4 %	0,0 %
Dette de l'ensemble des administrations publiques, en % du PIB <sup>(1)</sup>	89,8 %	100,4 %	105,9 %

(1) les valeurs pour les colonnes "2009-2011" et "2012-2015" sont celles pour la dernière année de la période concernée

(2) coût salarial des branches d'activité marchande avant déduction des subventions salariales

Source : HERMES

La chute du commerce mondial à la fin 2008 a touché le plus durement les branches de l'industrie manufacturière, leur valeur ajoutée reculant de 8 % en 2009. Mais certaines branches de services ont également enregistré un important recul, en particulier les branches «commerce et horeca» (-6,5 %) et «transports et communication» (-5,4 %). Dans ce marasme quasi généralisé, seule la branche «santé et action sociale» a enregistré une croissance importante (5 %).

À partir de 2012, pour la valeur ajoutée comme pour l'emploi, les différentes branches d'activité devraient recommencer à afficher des performances plus favorables et plus conformes aux moyennes observées sur longue période. La croissance de l'industrie manufacturière serait toutefois à la traîne par rapport aux services marchands. Par conséquent, la valeur ajoutée en volume de l'industrie manufacturière ne représenterait plus en 2015 que 15,6 % du total de l'économie contre encore 17,1 % en 2008.

#### • Résultats pour la Région de Bruxelles-Capitale

La spécificité de la Région de Bruxelles-Capitale se manifeste tant par l'amplitude de certaines évolutions, en raison de la petite taille de l'économie

Au vu de l'ampleur du recul de la valeur ajoutée des branches d'activité marchande en 2009 (3,6 %), la baisse de l'emploi apparaît somme toute limitée (0,6 %). Cette bonne résistance de l'emploi ne devrait avoir qu'un caractère temporaire et on s'attend, dans le courant de l'année 2010, à un rattrapage de la productivité horaire (+2,0 %) et de la durée du travail (+0,6 %). L'emploi, bien que soutenu par la hausse de la valeur ajoutée (+1,7 %), devrait ainsi en pâtir, avec un recul projeté de 0,9 %. À partir de 2012, la progression soutenue de la valeur ajoutée dans les branches d'activité marchande (2,5 % par an en moyenne) se traduirait par une hausse de l'emploi de l'ordre de 1,2 % par an au niveau national. Autre conséquence de la récession, le déficit public en 2009 est évalué à 5,9 % du PIB. Il se réduit à 4,7 % du PIB en 2010 puis augmente légèrement en 2011 et 2012 pour se stabiliser à 5,2 % du PIB, malgré une croissance économique supérieure à la croissance potentielle.

bruxelloise, qu'en termes de chronologie, du fait notamment du caractère tertiaire plus marqué de sa structure productive (graphique 24).

TABLEAU 5 : Principaux résultats macroéconomiques : Région de Bruxelles-Capitale

					Moyennes			
	2008	2009	2010	2011	2012-2015	1995-2001	2002-2008	2009-2015
<b>Produit intérieur brut en volume (1)</b>	1,7	-2,5	1,3	1,4	2	2,5	1,9	1,2
<b>Valeur ajoutée brute en volume (1)</b>	2	-2,5	1,4	1,4	2,1	2,5	1,9	1,3
<b>Formation brute de capital fixe en volume (1)(2)</b>	8,9	-1,8	-0,8	0,5	2,7	4,5	3	1,3
<b>Productivité réelle par tête (branches d'activité marchande) (1)</b>	-0,2	-2,7	2,9	1,7	0,9	1,7	1,6	0,8
<b>Coût salarial réel par tête (branches d'activité marchande) (1) (3)</b>	-2,1	0,6	-0,8	0,2	1,2	0,7	-0,2	0,7
<b>Emploi et chômage</b>								
<i>Emploi intérieur</i>								
<i>Emploi intérieur total, en milliers (4)</i>	680,7	678,9	672,4	672,2	704,8	625,6	661,6	684,5
<i>Différence en milliers</i>	13,1	-1,8	-6,4	-0,2	8,1	5,6	3,9	3,4
<i>Variation en pour cent</i>	2	-0,3	-0,9	0	1,2	0,9	0,6	0,5
<b>Taux d'emploi (4)</b>	57,8	57,2	56,2	56,2	57,9	54	56,7	56,9
<i>Chômage</i>								
<i>Chômage, définition bfp, en milliers (4)</i>	102,6	109,3	119	119,8	112,1	86,9	103	115,7
<i>Demandeurs d'emploi, en milliers (4)</i>	92	99,3	109,4	110,1	100,9	74,2	89,8	105,5
<i>Taux de chômage, concept bfp (4)</i>	20,1	21,1	22,6	22,5	20,2	20,5	21,2	21,5
<i>Taux de chômage, hors chômeurs âgés (4)</i>	18,4	19,5	21,2	21,1	18,6	18,1	19	20

(1) Taux de croissance en pour cent.

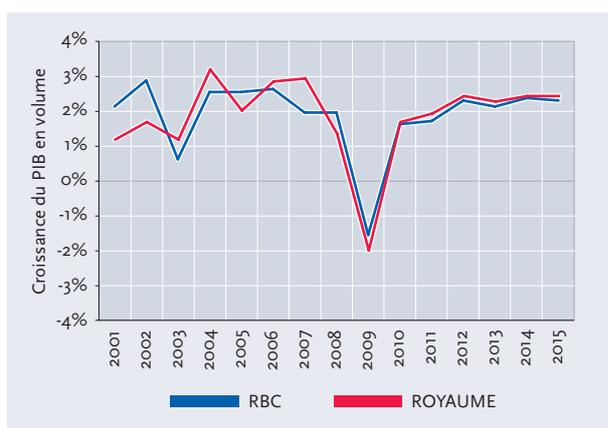
(2) Hors investissement résidentiel.

(3) Coût salarial net de subventions salariales.

(4) La valeur en fin de période, soit 2015, est présentée dans la colonne 2012-2015.

Source : HERMREG

GRAPHIQUE 24 : Croissance du PIB en volume



Source : HERMREG

Les évolutions du secteur financier tendent ainsi en général à influencer notablement la performance écono-

mique de Bruxelles. Or dès 2007 et jusqu'en 2009, la contribution à la croissance de l'activité de la branche «crédit et assurances» s'est révélée négative ( 0,1 %). Ceci participe à l'explication de l'année 2007 déjà en demi-teinte pour la Région. La bonne tenue de l'activité économique en 2008 par rapport au Royaume n'est qu'apparente, et résulte principalement de l'impact positif lié à la fin de la restructuration du site «Audi Forest» dans la branche des biens d'équipement. Sans celui-ci, la croissance régionale aurait été de l'ordre de 1,0 % en volume<sup>8</sup>.

De l'ordre de 2,5 %, le recul du PIB bruxellois serait en 2009 moins prononcé que pour la Belgique dans son ensemble (-3,0 %), en raison notamment du faible poids relatif de l'industrie à Bruxelles. En 2010 et 2011, le retour progressif de la croissance dans les services marchands favoriserait une reprise graduelle de l'économie bruxelloise. La croissance du PIB de la Région passerait ainsi à 1,3 % en 2010 puis 1,4 % en 2011.

<sup>8</sup> La restructuration du site Audi à Forest a fortement pesé sur la valeur ajoutée de la branche en 2007. Le retour à la normale en 2008 provoque ainsi un sursaut ponctuel de croissance pour cette branche.

La progression de l'emploi s'ajuste généralement avec retard à l'évolution de l'activité économique. Ce délai devrait cette fois être renforcé par les mesures dites «anticrise», qui permettent aux entreprises de préserver leurs effectifs tout en réduisant le volume de travail. De la sorte, le fort recul de l'activité régionale se traduirait par une baisse de l'emploi limitée en 2009 (-0,3 %), mais qui s'accroîtrait en 2010 (-0,9 %). Sur l'ensemble des deux années, cette évolution correspondrait à une destruction de 8 200 postes de travail. En 2011, le niveau de l'emploi à Bruxelles devrait seulement se stabiliser (tableau 5).

Par la suite, la Région de Bruxelles-Capitale devrait connaître une phase de reprise en lien avec la reprise générale attendue dans le Royaume, portant les taux de croissance du PIB régional à des niveaux proches de ceux observés pendant la période qui précède la crise (2,0 % en moyenne sur 2012-2015 contre 1,9 % entre 2002 et 2008). Ces évolutions tendancielle trouveraient notamment leur explication dans l'atteinte d'un palier dans la décroissance des branches industrielles et de la branche «commerce et horeca», qui verraient leur activité se stabiliser ou légèrement augmenter. La croissance projetée resterait néanmoins en deçà de celle des années «fastes» 1995-2001, caractérisées par l'expansion très rapide des secteurs financiers et des technologies de l'information.

Le contenu en emploi de cette croissance tendancielle dépend directement des gains de productivité<sup>9</sup> projetés à moyen terme. Or si la valeur ajoutée dans l'ensemble des branches augmenterait en moyenne de 2,1 % par an sur la période 2012-2015, les gains de productivité projetés dans les branches d'activité marchande s'élèveraient à seulement 0,9 % par an sur cette même période (contre 1,3 % dans le Royaume). À moyen terme, le contenu en emploi de la croissance bruxelloise devrait donc être supérieur aux performances passées, l'emploi augmentant en moyenne de 1,2 % par an, soit une création de 32 600 postes de travail au total entre 2012 et 2015.

Ces éléments illustrent un scénario de mutation dans l'évolution de l'activité économique dans la Capitale. En effet, sur les deux dernières décennies, la croissance de l'activité avait trouvé sa source principale dans les gains

de productivité, la croissance de l'emploi n'étant que modeste comparée à celle de la valeur ajoutée. Cette mutation peut être comprise dans l'optique d'un glissement du moteur de la croissance économique régionale, constitué jusqu'ici d'activité à forte valeur ajoutée dans les branches tertiaires («crédit et assurances», «communications») et dans l'énergie, et qui seraient progressivement relayées à moyen terme par des branches demandant plus de main d'œuvre («santé et action sociale», «commerce et horeca», une partie des «autres services aux entreprises»).

Enfin, pour ce qui est de l'offre de travail et des perspectives de chômage à moyen terme, il faut tenir compte du fait que la croissance de la population et celle de la population d'âge actif ont été relativement fortes (moyennes de, respectivement, 1,2 % et 1,5 % par an sur 2002-2008) et devraient le rester. Les présentes projections régionales d'offre de travail tablent sur un taux moyen de croissance de la population d'âge actif à Bruxelles légèrement inférieur à celui de la population totale, soit respectivement 1,1 % par an contre 1,2 % par an<sup>10</sup>, pour la période 2009-2015. Quant à la population active, sa projection à moyen terme suit globalement après 2010, celle de la population d'âge actif, les premières années de projection étant marquées par une croissance plus élevée de la population active. Enregistrant un taux de croissance moyen de 1,0 % sur 2012-2015, la population active augmenterait moins rapidement que la population active occupée (en croissance de 1,8 % entre 2012 et 2015, contre 1,0 % dans le Royaume). Cette dernière bénéficierait d'une expansion rapide de la demande de travail régionale, l'emploi intérieur s'accroissant de 1,2 %, qui ne serait pas compensée par une évolution du même ordre des entrées nettes de navetteurs, de sorte que l'emploi des résidents bruxellois s'accroîtrait plus encore. Le nombre de demandeurs d'emploi serait ainsi diminué d'environ 7 600 personnes. En conséquence, le taux de chômage, qui devrait augmenter notablement en début de période, en raison de la crise et culminer à 22,6 % en 2010, amorcerait une décrue à partir de 2011, pour atteindre 20,2 % à l'horizon de la projection (soit un taux à peine supérieur à celui observé en 2008, 20,1 %). En corollaire, le taux d'emploi retrouverait en fin de projection un niveau proche de celui atteint avant la crise (57,9 % projeté en 2014, contre 57,8 % observé en 2008).

<sup>9</sup> La productivité est ici la productivité apparente du travail, autrement dit la valeur ajoutée rapportée au volume de travail.

<sup>10</sup> Par souci de cohérence, les projections démographiques utilisées dans HERMREG sont celles des «Perspectives de Population 2007-2060», qui sous-estiment la croissance démographique bruxelloise. Selon les calculs de l'IBSA, la croissance moyenne de la population totale entre 2009 et 2015 devrait être de 1,6 % par an, et de 1,5 % pour la population d'âge actif (cf. «Cahiers de l'IBSA» n°1). Les chiffres d'offre de travail et de demandeurs d'emploi doivent être majorés dans les mêmes proportions pour un résultat en ligne avec ces projections.

### • Résultats par Branches d'Activité

Le tableau 6 présente la structure sectorielle de l'économie bruxelloise en termes de valeur ajoutée et d'emploi (intérieur). Vu la courte durée de la période de projection, la structure économique ne devrait connaître aucun changement majeur, les tendances

observées dans le passé étant globalement reconduites. Les commentaires suivants s'attardent donc plus sur la contribution des différentes branches à la croissance de l'activité et de l'emploi.

TABLEAU 6 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi : Région de Bruxelles-Capitale

(En pour cent du total régional)	Valeur ajoutée brute en volume (1)			Emploi intérieur		
	1980	2008	2015	1980	2008	2015
<b>1. Agriculture</b>	0	0	0	0,2	0,1	0,1
<b>2. Energie</b>	3,3	4,8	4,9	1,6	1	1
<b>3. Industries manufacturières</b>	9,7	5,3	4,6	13,5	4,6	3,4
a. Biens intermédiaires	2,7	1,6	1,3	3,8	1,3	0,9
b. Biens d'équipement	2,8	1,5	1,3	4,1	1,4	1
c. Biens de consommation	4,4	2,2	2	5,6	2	1,6
<b>4. Construction</b>	3,6	2	2	5	2,9	3
<b>5. Services marchands</b>	63,1	71,9	72,9	56,9	65,6	67,1
a. Transports et communication	6,8	10,9	11,5	9,6	7,4	6,8
b. Commerce et horeca	24,5	11,5	10,5	19,1	15,2	14,7
c. Crédit et assurances	9,3	18,8	19,8	9,8	9,4	8,7
d. Santé et action sociale	3,9	4,3	4,9	5	8,6	10
e. Autres services marchands	23,6	26,6	26,5	13,4	24,9	26,8
<b>6. Services non marchands</b>	20,7	15,8	15,5	22,9	25,8	25,5
<b>7. Total</b>	105,6	100	100,2	100	100	100

(1) Les mesures en euros chaînés n'étant pas additives, des écarts entre (sous-) totaux et la somme de leurs composantes peuvent apparaître.  
Source : HERMREG

En 2009, le recul de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise aurait atteint 2,5 %. Hormis la branche «santé et action sociale» et les services non marchands, toutes les branches auraient affiché un taux de croissance négatif. Les branches d'activité ayant le plus fortement contribué à la détérioration de l'activité économique en Région bruxelloise seraient le «commerce et l'horeca» (contribution à la croissance de -0,9 %) et les «autres services marchands» (-0,9 %). Ensemble, ces deux branches seraient responsables de près des trois-quarts du recul de l'activité économique. Cette proportion s'explique, d'une part, par la part importante qu'occupent les autres services marchands dans l'économie bruxelloise (environ 26,5 %, voir tableau 6) et par la croissance de 3,2 % qu'ils ont enregistrée, et, d'autre part, par la croissance considérablement négative du «commerce et horeca» en 2009 (-7,3 %). Les branches d'activité de l'industrie manufacturière auraient également connu une croissance parti-

culièrement négative (de 7,7 % à 9,6 %), mais leur poids dans l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale reste limité.

La croissance de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise devrait se rétablir en 2010 et atteindre 1,4 %. Cette légère reprise s'appuierait sur les deux plus grandes branches en termes de valeur ajoutée brute, à savoir les «autres services marchands» et le «crédit et assurances», dont la contribution s'élèverait respectivement à 0,4 et 0,3 %. Cette situation perdurerait globalement en 2011.

À moyen terme (2012-2015), la croissance de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise atteindrait 2,1 %. Cette hausse serait principalement soutenue par les branches «autres services marchands» (contribution de 0,6 pp), «crédit et assurances» (0,4 pp<sup>11</sup>) et «transports et communication» (0,4 pp). Ces branches contribue-

<sup>11</sup> Points de pourcentages (pp) – voir glossaire

raient ainsi pour environ 65 % à la croissance de la valeur ajoutée brute. La croissance économique dans l'industrie manufacturière continuerait à se détériorer (0,5 % pendant la période 2012-2015), tandis qu'elle se redresserait considérablement dans les services marchands (2,5 % pendant la période 2012-2015). Enfin, de fortes hausses seraient à noter dans les branches «transports et communication» (4,1 %) et «santé et action sociale» (3,3 %).

La croissance de l'emploi atteindrait 1,2 % à moyen terme (2012-2015) et des emplois seraient principalement créés dans les services marchands (1,7 %). Plus précisément, l'emploi croîtrait fortement dans certaines branches, notamment dans la «santé et aide sociale» (3,1 %) et les «autres services marchands» (2,6 %), mais continuerait à reculer dans l'industrie manufacturière (-2,5 %) au cours de la période 2012-2015.

### 3.3. Compte de Revenu des Ménages

Pour la première fois en 2010, les perspectives économiques régionales incluent le compte de revenu des ménages.

Ce nouvel apport résulte de l'ajout d'un module au modèle HERMREG assurant la projection de ces nouvelles variables. Comme pour l'ensemble du modèle, les résultats sont cohérents avec la projection du compte des ménages national issu du modèle HERMES.

#### • Contexte national

Au niveau national, la projection se place globalement dans le cadre d'une poursuite des tendances observées ces quinze dernières années. Ainsi, la croissance du revenu disponible serait similaire à celle observée dans le passé, aux alentours de 3 % par an en moyenne entre 2009 et 2015. Cette stabilité serait la résultante d'une croissance allant en se ralentissant des revenus primaires (2,8 % par an contre 3,2 % entre 2002 et 2008, et 3,3 % entre 1995 et 2001), et à l'opposé d'une accélération de la croissance des prestations sociales en espèces (principalement les prestations de sécurité sociale en espèce, croissant de 4,5 % en moyenne entre 2009 et 2015 contre respectivement 4,4 % et 2,5 % sur les deux périodes de sept ans précédentes).

Ces constats méritent cependant d'être affinés du fait de la forte différenciation, en projection, entre la période 2009-2011 caractérisée par la profonde crise économique et une année de transition, et la période 2012-2015 caractérisée par un retour aux tendances de plus long terme des évolutions des agrégats macro-économiques.

Ainsi, le rythme de croissance des revenus primaires ne serait que de 1,4 % par an sur la période 2009-2011 contre 3,8 % sur la période 2012-2015. Il serait affecté en début de période à la fois par la faible croissance des salaires et du

revenu des indépendants liée à la montée du chômage, et l'impact important de la crise sur les revenus de la propriété (intérêts et dividendes) et sur l'excédent d'exploitation des ménages, en l'occurrence les loyers imputés aux ménages propriétaires de leur domicile.

Le revenu disponible verrait ses fluctuations relativement lissées par les mécanismes de transfert, avec entre 2009 et 2011 une augmentation du rythme de croissance des prestations de sécurité sociale (essentiellement les allocations de chômage qui bondissent de plus de 20 % en 2009) et d'assistance sociale (essentiellement le revenu d'insertion, qui augmente d'environ 13 % en 2009), et une baisse du rythme de croissance des prélèvements (impôts et cotisations). Cette dernière baisse est liée au ralentissement de la croissance des revenus primaires ainsi qu'à l'impact du jobkorting en Flandre en 2009. Ainsi, le revenu disponible augmenterait en moyenne de 2,2 % par an entre 2009 et 2011, puis de 3,7 % par an entre 2012 et 2015. Précisons qu'en 2010, le taux de croissance du revenu disponible serait de l'ordre de 1,0 %, inférieur à l'évolution prévue des prix à la consommation privée (environ 1,8 %). Le revenu disponible réel des particuliers serait ainsi globalement en recul pour cette année, phénomène encore amplifié dans une optique par tête du fait de la croissance démographique.

## • Région de Bruxelles-Capitale

TABLEAU 7 : Compte de revenu des ménages- Région de Bruxelles-Capitale

	Structure (en % du revenu disponible)					Taux de croissance (%) Moyennes			
	1994	2001	2008	2011	2015	2012-2015	1995-2001	2002-2008	2009-2015
<b>1. Compte d'affectation des revenus primaires</b>									
<i>Excédent d'exploitation (B.2n) et revenu mixte (B.3n)</i>	18,4	17,6	17,1	16,5	16,8	4,1	1,9	2,4	2,9
<i>Rémunérations des salariés (D.1)</i>	75,8	82,4	87,4	86,4	86,8	3,7	3,8	3,6	3,1
<i>Revenus nets de la propriété (D.4)</i>	21,9	19,6	16,3	15,5	15,6	3,8	1,2	0,3	2,6
<b>2. Solde des revenus primaires (B.5n)</b>	116,1	119,6	120,8	118,4	119,2	3,8	3	2,9	3
<b>3. Compte de distribution secondaire du revenu</b>									
a. Ressources									
<i>Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)</i>	20,1	19,1	20,3	21,4	21,5	3,7	1,8	3,6	4
<i>Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)</i>	2,6	3,2	2,9	3	3,4	6,8	5,9	1,2	5,8
<i>Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)</i>	5,7	5,4	4,7	4,9	4,8	3,2	1,9	0,8	3,3
<i>Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)</i>	1,8	2	3,1	3,2	3,1	2,9	3,9	9,4	3,5
b. Emplois									
<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</i>	19,8	20,9	20,5	19,8	20,5	4,5	3,4	2,5	3,2
<i>Solde des autres transferts courants (D.7)</i>	2,6	2,6	1,4	1,3	1,1				
<i>Cotisations sociales (D.61)</i>	29,1	31,1	32,6	32,5	32,7	3,8	3,5	3,5	3,2
<b>4. Revenu disponible (B.6n)</b>	100	100	100	100	100	3,6	2,6	2,8	3,2

Source : ICN, HERMREG

Le revenu total disponible des ménages devrait, selon nos projections, augmenter en moyenne légèrement plus rapidement en Région bruxelloise que dans le Royaume (cf. tableau 7). Au total, le revenu disponible des ménages bruxellois voit sa croissance annuelle moyenne s'établir 0,2 point de pourcentage au-dessus de celle projetée pour le Royaume sur l'ensemble de la période 2009-2015. Cette augmentation plus élevée tient plus à une meilleure résistance durant la période de crise qu'à des taux de croissance tendanciels plus élevés. Ainsi en 2010, l'année la moins favorable, le revenu disponible nominal croît encore de 2,0 % dans la Capitale, contre 1,0 % pour l'ensemble du Royaume. En seconde partie de projection (2012-2015), soit en-dehors d'une période de crise, le taux de croissance annuel moyen du revenu disponible serait légèrement plus faible (0,1 pp) que dans le Royaume. La cause première de la meilleure résistance en première partie de projection est à chercher au niveau des revenus primaires.

D'une part, les salaires à Bruxelles souffrent moins de la crise en début de période de projection qu'au niveau du Royaume. Ceci découle particulièrement de la moindre sensibilité conjoncturelle du phénomène du chômage à Bruxelles. Ainsi en 2009, année du plus grand accroissement des allocations de chômage au niveau national, avec une augmentation de 20 % environ, on ne constaterait qu'une augmentation de 10 % environ à Bruxelles. La meilleure tenue des salaires des résidents bruxellois pour la période 2009-2011 amplifie cet effet.

De même, le revenu des indépendants et les loyers réels ou imputés perçus par les ménages montrent une meilleure résistance à Bruxelles (-2,5 % en 2009, année la moins favorable, contre 3,5 % dans le Royaume), tout comme les revenus de la propriété. Derrière ces meilleurs taux de croissance se cache en fait une croissance des nombres (nombre d'indépendants, et population totale de la Région) plus que des montants moyens.

En termes de distribution secondaire du revenu, l'effet de la crise est moins présent qu'au niveau du Royaume, surtout du fait des trajectoires différentes des nombres de chômeurs (augmentation régulière à Bruxelles, important choc conjoncturel en 2009-2010 pour l'ensemble de la Belgique). De ce fait, la croissance des prestations sociales est moins importante en Région bruxelloise sur la période 2009-2011.

En seconde partie de projection, la croissance légèrement moins rapide à Bruxelles ne vient pas directement du solde des revenus primaires, qui suit une trajectoire parallèle à celle projetée au niveau national.

La différence se fait donc au niveau du compte de distribution secondaire, dont le solde évolue un peu plus favorablement au niveau national qu'au niveau bruxellois. Les ressources comme les emplois croissent moins vite en Région bruxelloise. La progression moins rapide des emplois s'explique principalement par la croissance plus lente des salaires, lesquels sont le principal déterminant des impôts et cotisations sociales. La progression moins rapide des ressources trouve, pour sa part, surtout son origine dans la croissance plus lente des pensions et prépensions, reflet d'une dynamique démographique différenciée. Ce deuxième effet domine donc légèrement pour expliquer la différence de solde.

### • Revenus par tête

La partie précédente est une analyse des revenus totaux, offrant une vision macroéconomique agrégée de l'ensemble des ménages d'une région. Or il serait tout aussi intéressant d'offrir une vision plus individualisée du revenu des ménages, le revenu par tête. Pour se faire, ce chapitre se propose de reprendre les deux grands soldes du compte de revenus des ménages, et d'observer leurs évolutions rapportées à la population.

Les graphiques 25 et 26 replacent ces évolutions en indice dans leur contexte historique, en tirant partie des résultats de nos rétroprojections entre 1985 et 1995. Ces éléments relativisent les constats faits précédemment. En particulier, la dynamique légèrement supérieure des revenus primaires en Région bruxelloise est plus que contrebalancée par une croissance démographique plus rapide, de sorte que les montants par tête croissent moins vite au final dans la Capitale.

En termes de revenu disponible, les valeurs relatives en Flandre et Wallonie tendraient à se stabiliser, la valeur en indice pour la Flandre croissant de plus en plus lentement alors que celle pour la Wallonie remonterait légèrement poursuivant le mouvement progressif amorcé

Ces évolutions ont un impact sur la structure du compte des ménages bruxellois différent de l'impact observé au niveau national.

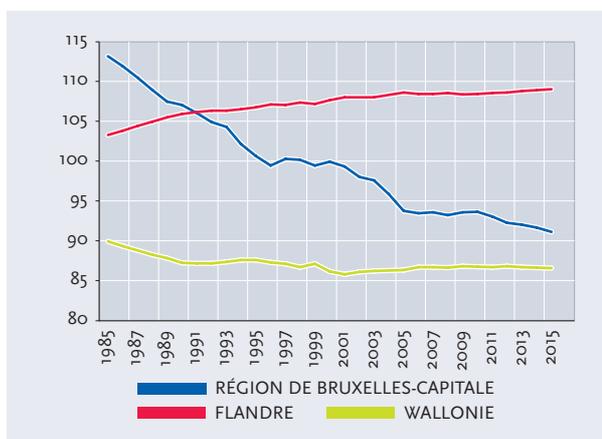
Premièrement, la part des salaires dans le revenu disponible diminue encore à Bruxelles. Cette part était déjà relativement faible comparativement au Royaume en 2008 (87,4 % contre 92,6 %). Corrélativement, les prélèvements (impôts et cotisations) voient leur poids stagner à Bruxelles dans la formation du revenu disponible alors que ce poids augmente au niveau du Royaume.

Deuxièmement, la part des autres composantes du revenu primaire diminue moins à Bruxelles qu'en moyenne dans le Royaume. Tant les revenus de la propriété que l'excédent d'exploitation et le revenu mixte pèseraient, en fin de projection, plus dans le revenu disponible qu'au niveau national alors que la situation inverse prévaut en début de projection.

Enfin le poids des prestations sociales, déjà inférieur à Bruxelles en début de projection, l'est avec un écart plus grand en fin de période. Ceci se matérialise principalement dans les prestations de sécurité sociales et d'assurance sociale directes d'employeur. Ces deux postes sont dominés par les pensions dont le poids est notablement plus faible à Bruxelles que dans le Royaume. A l'inverse, les prestations d'assistance sociale en espèce maintiendraient leur poids relativement élevé en projection.

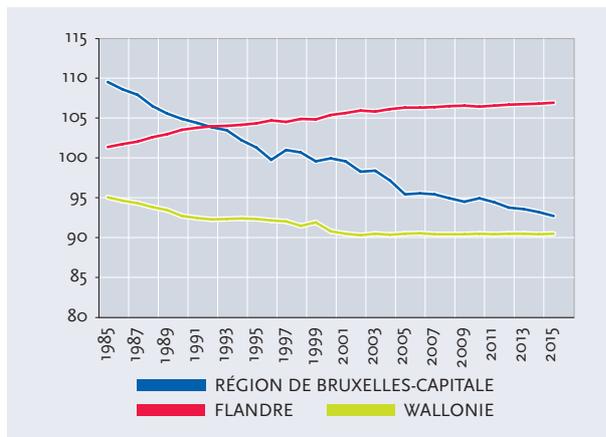
dans les années 2000. La Région de Bruxelles-Capitale verrait par contre la décroissance de cet indice se poursuivre, pour aboutir à des niveaux plus proches de ceux de la Wallonie.

GRAPHIQUE 25 : Solde des revenus primaires par tête, indice Royaume = 100



Source : HERMREG

GRAPHIQUE 26 : Revenu disponible par tête, indice  
Royaume = 100



Source : HERMREG

### 3.4. Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

En 2008, les émissions de GES de la Région de Bruxelles-Capitale ont atteint environ 4 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> et représentaient 3 % du total des émissions nationales. Elles proviennent en grande partie du chauffage des bâtiments (secteur résidentiel et secteur tertiaire).

Durant la période de projection, les émissions totales de GES seraient en légère progression (+0,4 % en moyenne par an). En 2015, le niveau de l'ensemble des émissions de la Région devrait atteindre 4,3 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, contre 4 millions durant l'année de référence. Sur ce total, 2,7 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> seraient imputables au chauffage des bâtiments (contre 2,6 millions de tonnes lors de l'année de référence) et 0,9 million de tonnes au transport (comme durant l'année de base). Les émissions issues du chauffage des bâtiments seraient en progression moyenne de 0,6 % par an sur la période 2009-2015, alors que les émissions dues au transport seraient en légère baisse (-0,4 % en moyenne par an).

L'objectif assigné à la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du Protocole de Kyoto consiste en une augmentation maximale de ses émissions de 3,475 % au cours de la période 2008-2012 par rapport à l'année de référence. Les émissions bruxelloises de GES se sont élevées à 4,0 millions de tonnes au cours de l'année de référence. La quantité d'émissions maximale autorisée s'élève donc à 4,2 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par an en moyenne au cours de la période 2008-2012. Selon les présentes perspectives, les émissions de la Région de Bruxelles-Capitale devraient également atteindre 4,2 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en moyenne par an au cours de la période 2008-2012 et ne dépasseraient donc pas l'objectif fixé. Notons simplement que cet objectif est respecté «en moyenne» mais que la tendance est clairement croissante. On peut donc parler d'un respect de la lettre, mais pas nécessairement de l'esprit du protocole de Kyoto, dans lequel le recours à la moyenne était destiné à lisser des fluctuations conjoncturelles plus qu'à masquer une tendance défavorable.